

d'en face peuvent-ils me dire à quel niveau ils monteront dans un avenir prévisible? Monsieur l'Orateur, je viens d'un milieu qui a subi de fortes pressions de la part du gouvernement et des banques. Les gens y sont très conscients des répercussions des taux d'intérêt. Les députés d'en face peuvent-ils me dire si, en conséquence de ce budget, dans l'intervalle d'un an, les taux d'intérêt n'auront pas monté au-dessus de leur niveau d'aujourd'hui? Je les supplie de me dire de quelle façon on peut fixer les taux d'intérêt à un niveau tolérable pour les gens de l'Ouest?

Comprennent-ils que la Société du crédit agricole a emprunté \$1,200,000,000 et la Caisse des prêts destinés aux améliorations agricoles, 300 millions de dollars, ce qui fait un total d'un milliard et demi? Si les choses continuent de la sorte, le gouvernement devra émettre des obligations et des emprunts et recourir à d'autres moyens pour financer ses opérations. Sans égard à la façon dont le gouvernement manipule les affaires, les gens de l'Ouest seront touchés. J'entrevois le retour d'un taux d'intérêt de 8 p. 100, 9 p. 100 et 10 p. 100. Je défie n'importe qui parmi les ministériels de me dire que j'ai tort. Je n'entends pas le moindre murmure du côté du gouvernement.

M. Mahoney: Vous n'y êtes pas du tout, Stan.

M. Korchinski: Nous payions 9½ et 10 p. 100 dans l'Ouest pendant que vous gobiez ici toutes ces blagues du gouvernement. Je demeure en Saskatchewan, monsieur l'Orateur, et j'ai des faits à consigner au compte rendu. Le revenu des habitants de la Saskatchewan a tellement diminué qu'ils en ont soupé de tout cela, surtout de la politique. Tout ce qu'ils veulent, c'est de pouvoir relever leur niveau de vie.

Je prie les députés de consulter la page 79 des documents budgétaires, qui révèle certains chiffres saisissants. Le résultat des récentes élections en Saskatchewan n'est pas attribuable à la popularité du Nouveau parti démocratique ni à l'attitude largement négative du parti conservateur progressiste. Ces chiffres-ci, mieux que n'importe quels autres, nous en donnent l'explication.

Le total des investissements publics et privés en Saskatchewan était de 773 millions de dollars en 1965, en 1966, de 928 millions, en 1967, de 964 millions, en 1968 de 943 millions, en 1969 de 755 millions, en 1970 de 623 millions et en 1971, de 619 millions. Comparez ces chiffres avec ceux de l'Alberta ou du Manitoba. Au Manitoba, les investissements privés et publics atteignaient en 1965, 537 millions de dollars, en 1966, 656 millions, en 1967, 719 millions, en 1968, 820 millions, en 1969, 901 millions, en 1970, 893 millions et en 1971, 862 millions. En Alberta, ces chiffres s'établissaient à 1,320 millions de dollars en 1965, à 1,564 millions en 1966, à 1,675 millions en 1967, à 1,723 millions en 1968, à 1,914 millions en 1969, à 1,954 millions en 1970 et à 1,997 millions en 1971. Autrement dit, il y a eu progrès dans ces deux provinces mais, ce qui n'est pas un signe de mauvaise administration de la province, les investissements publics et privés avaient commencé à diminuer en Saskatchewan. Cela dénote un manque de revenu dans cette région. Il nous faut analyser la situation dans cette province par rapport au reste du pays.

● (4:20 p.m.)

J'ai déjà dit qu'au cours de l'année dernière les investissements publics et privés n'étaient que d'environ les deux tiers de ce qu'ils étaient deux ou trois ans auparavant. C'était le marasme. Mais à quoi d'autre s'attendre? Ce n'est pas parce qu'on y désirait un parti politique quelconque ou un autre mais simplement parce qu'on voulait du changement. Cependant, que le NPD ne croit pas apporter la réponse à ce dilemme car il existe toujours. Il appartient maintenant à cette province de résoudre ses problèmes.

Il existe d'autres indices qu'il nous faut surveiller. Par exemple, les besoins financiers du Canada sont tels que l'année dernière nous avons emprunté quatre milliards de dollars. Cela n'a rien d'anormal mais représente environ \$20 par habitant. Je me demande si c'est ce que recherchent les jeunes Canadiens, les jeunes «hippies» ou «slippies», ou quel que soit le nom qu'ils se donnent et les jeunes étudiants. Je me demande s'ils désirent hériter de ce genre d'endettement.

Il y a autre chose qui n'est pas facile à dire actuellement, mais je crois devoir évoquer la partialité de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme. Je ne crois pas qu'on ait jamais désiré qu'elle soit bilingue et biculturelle. On voulait simplement qu'elle soit bilingue; je suis d'accord, mais je ne pense pas que le Canada soit biculturel. J'ai hésité à soulever cette question car il en est de mieux qualifiés que moi pour le faire. Monsieur l'Orateur, vous devez comprendre où je veux en venir. Je voulais éviter de le dire mais je suis fermement convaincu que nous sommes un pays multiculturel. On a peut-être fait une erreur en l'appelant Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, mais nous avons déjà commis des erreurs et nous devrions corriger celle-ci avant qu'elle n'aille trop loin. Je prie sincèrement le gouvernement de créer une commission totalement nouvelle pour étudier l'apport d'autres cultures à notre mode de vie. Ce n'est pas simplement une question de race—c'est un problème difficile à exprimer—mais c'est la préservation de bagatelles, si vous voulez, dans notre mode de vie.

Je le dis d'un ton de voix que bien des gens comprendront, monsieur l'Orateur, car je désire vraiment que ces autres cultures survivent dans ce pays. Je n'ai aucune possibilité de parler de ce sujet sauf pendant le débat sur le budget. Je prie le gouvernement d'étudier le tome IV du rapport de la Commission B-B qui lui a coûté des millions de dollars et il pourra voir si oui ou non les autres cultures ont apporté leur contribution au Canada. Il y a chez les ministériels nombre de personnes sincères. Certains n'ont pas encore eu l'occasion de prendre position. Si le gouvernement avait voulu, il aurait pu utiliser les millions de dollars consacrés à la présentation du rapport sur le bilinguisme et le biculturalisme pour encourager le «multiculturalisme».

● (4:30 p.m.)

Je ne dis pas qu'il ne faut pas essayer de promouvoir le bilinguisme. Je suis prêt à en admettre le bien-fondé. Je crois simplement que le gouvernement et son premier ministre (M. Trudeau) ont été très mous à cet égard. J'affirme que le principal souci du premier ministre semble être le Canada français, ce qui pourrait bien ne pas